



## **Atelier régional conjoint CEA-UIT-CNUCED sur la mesure de la société de l'information en Afrique**

**Du 7 au 9 mars 2007 à Addis Abéba, Ethiopie**

**Centre de Conférence des Nations Unies (CCNU)**

Organisé par la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), dans le cadre du partenariat mondial pour la mesure des TIC au service du développement.

### **1. Contexte**

Les indicateurs et statistiques sur les TIC sont fondamentaux pour formuler des politiques et des stratégies guidées par les TIC ou une croissance influencée par ces dernières en vue d'une inclusion et une cohésion sociale, et pour le suivi et l'évaluation des développements socio-économiques liés aux nouvelles technologies. Les indicateurs aident les entreprises à prendre les décisions d'investissement qu'il faut et permettent aux pays en développement de comparer leurs économies d'information avec celles des autres pays, à la fois développés et en développement. Ils contribuent aussi à fournir une documentation sur l'impact des différentes technologies dans la réalisation des objectifs internationalement reconnus tels que les objectifs de développement pour le millénaire (ODM).

Mais seuls quelques pays collectent des statistiques officielles sur la société de l'information et la plupart des indicateurs et données disponibles ne sont pas internationalement comparables. Quelques organismes nationaux de statistiques (ONS) ont commencé à rassembler des données sur l'utilisation des TIC, mais beaucoup reste à faire. Ainsi, la communauté internationale a entrepris les démarches nécessaires pour renforcer la disponibilité des données et statistiques sur les TIC comparables. Un partenariat international regroupant plusieurs décideurs sur la mesure des TIC au service du développement a été lancé pendant la CNUCED XI en juin 2004. Les partenaires actuels sont l'UIT, l'OCDE, la CNUCED, l'institut des statistiques de l'UNESCO, les Commissions Régionales des NU (CEPAL, ESCWA, ESCAP et la CEA), la Task Force des NU pour les TIC, la Banque Mondiale et EUROSTAT.

Le Partenariat vise à :

- Réaliser un ensemble commun des principaux indicateurs sur les TIC qui doivent être harmonisés et acceptés sur le plan international, ce qui constituera une base de données sur les statistiques TIC.
- Renforcer les capacités des ONS dans les pays en développement et développer des compétences en vue de développer des programmes de compilation statistiques sur la société de l'information basés sur des indicateurs internationalement acceptés.

- Développer une base de données mondiale d'indicateurs sur les TIC.

Le plan d'action du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) a invité tous les pays et tous les continents à développer des outils en vue de fournir des informations statistiques sur la société de l'information avec des indicateurs de base comparables et une analyse de ses principales dimensions. Le programme du SMSI de Tunis pour la Société de l'Information invite à une évaluation basée sur des indicateurs et une comparaison appropriés et à une utilisation d'une méthodologie acceptée incluant celle développée par *le partenariat sur la mesure des TIC au service du développement*. Il invite également la communauté internationale à renforcer les capacités statistiques liées aux nouvelles technologies des pays en développement.

Une réunion thématique du SMSI s'est tenue à Genève en février 2005 sous le couvert du partenariat, où le premier ensemble des principaux indicateurs fut adopté. La publication « *des indicateurs fondamentaux sur les TIC* » qui présente des indicateurs, des définitions, des modèles de questionnaires et de suggestions sur la collecte de données pour les pays en développement, a été lancée pendant le SMSI de Tunis, en novembre 2005 ainsi que la publication de « *la mesure des TIC : le statut global des indicateurs sur les TIC* », qui montre les résultats de l'inventaire de la mesure statistique des TIC dans tous les pays.

En Afrique, le programme SCAN-TIC a été lancé en novembre 2000 en tant que projet collaboratif entre le programme Acacia du Centre Canadien de Recherche pour le Développement International et la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), avec l'appui financier de l'Union Européenne (UE) et l'Agence Norvégienne pour le Développement de la Coopération (NORAD). Le projet SCAN-TIC fait le suivi de la pénétration, l'impact et l'efficacité des applications des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans des pays pilotes en Afrique, fournissant une valeur ajoutée à la mise en œuvre de l'Initiative Africaine pour la Société de l'Information (AIS) aux niveaux national, régional et mondial. La première phase du programme SCAN-TIC qui a impliqué six pays a pris fin en 2004 et l'atelier de clôture a été organisé en février 2004.

Le projet SCAN-TIC vise à assister les Etats membres dans leurs efforts de développement de leur société et économie d'information à travers le développement et la compilation d'indicateurs appropriés pour une société de l'information pour le développement qui guideront le processus de mise en œuvre et de développement des plans et politique de TIC. Le projet vise aussi à évaluer et mesurer l'impact du développement de la société de l'information et du savoir sur le bien-être socio-économique des citoyens, la performance des affaires (l'économie) et le fonctionnement du secteur public.

Pour la deuxième phase de l'initiative SCAN-TIC, les ONS, les observatoires nationaux pour les TIC et les ministères des TIC venant des pays participants, ont été identifiés comme des agences de mise en œuvre partenaires pour entreprendre l'étude Scan des pays. Ces pays sont le Cameroun, la Gambie, l'Ile Maurice et le Rwanda L'initiative est mise en œuvre avec le soutien financier du gouvernement finlandais.

Le Conseil Consultatif sur les Statistiques en Afrique (CCSA) lors de sa rencontre de mai 2004 a fait la recommandation suivante : « la CEA devrait coopérer avec les Systèmes Nationaux de Statistiques pour commencer la collecte de statistiques sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) en utilisant un cadre harmonisé. ». En plus dans

la restructuration de la CEA, le Centre Africain pour les Statistiques (CAS) a été mise sur pied pour entreprendre des recherches, mener des études et fournir une assistance technique pour améliorer la gamme et la qualité des données pour une analyse et une prise de décision politique. Des mécanismes de coopération sont en train d'être mises en place pour permettre aux CAS d'intégrer la mesure des TIC dans ses activités.

## **2. Objectifs et résultats attendus.**

L'atelier va consolider le travail sur le partenariat sur la mesure des TIC au service du développement et le projet (SCAN-TIC) de mesure des TIC de la CEA, et vise à faire avancer la disponibilité d'informations comparables sur les TIC dans le continent. L'événement permettra aux représentants des ONS ainsi qu'aux représentants des ministères et des agences de régulation qui sont producteurs et /ou utilisateurs de statistiques sur les TIC, de discuter de la nécessité des données comparables sur l'évolution de la société de l'information et partager les meilleures expériences dans la mesure des TIC au niveau régional.

Pour réaliser ses objectifs, l'atelier :

- Présentera et discutera de la liste des principaux indicateurs TIC qui ont été adoptés à la réunion mondiale de 2005 organisée par le partenariat sur la mesure des TIC au service du développement et présentés pendant le SMSI de Tunis avec des définitions et des questions liées à la collecte des informations.
- Discutera d'une liste préliminaire des principaux indicateurs sur le gouvernement électronique.
- S'attaquera aux défis liés à la mesure de la société de l'information en Afrique, proposera des solutions pour surmonter ces défis et identifiera les besoins en assistance technique dans cette région.
- Augmentera la sensibilisation à la fois aux niveaux politique et technique pour les besoins d'une mesure du développement de la société de l'information et d'une mise en place d'un agenda politique national avec celui ayant trait à la e-mesure, exigeant une coopération effective entre les décideurs politiques et les systèmes nationaux de statistiques.

La réunion présentera aussi les résultats obtenus et les défis rencontrés dans la mise en œuvre de la deuxième phase du projet de mesure des TIC de la CEA dans cinq pays : Cameroun, Gambie Ghana, Iles Maurice, et Rwanda. En plus, les résultats préliminaires du Réseau de Recherche Académie de l' AISI, une équipe de recherche travaillant actuellement sur les indicateurs de la société de l'information, seront revus.

On s'attend à ce que les retombées de la réunion fournissent des suggestions pratiques sur les programmes et politiques pour développer et appliquer des mécanismes pour le suivi et la mesure de l'évolution de la société de l'information dans les pays africains et s'inspirer de l'expérience du processus du projet SCAN-TIC. Cela aidera les pays africains à collecter des indicateurs et des statistiques TIC comparables pour une prise de décision effective de politique de TIC à travers des réseaux et d'outils statistiques.

## **3. Participation**

Les représentants des organismes nationaux de statistiques responsables de la mesure des TIC au niveau des Etats membres de la CEA sont invités à participer à cet atelier , ainsi que les

représentants des ministères et des agences de régulation qui sont producteurs et /ou des utilisateurs de statistiques TIC.

#### **4. Appui financier**

La CEA, l'UIT, et la CNUCED vont couvrir les frais de participation d'un nombre limité d'experts. Les demandes de financement doivent être reçues au plus tard le **13 février 2007**. Les demandes devraient être adressées à M. Afwork Temtime du secrétariat de la CEA (voir ses détails dans la section 6 en bas). Les candidats désirant participer à la réunion devront compléter le **formulaire d'inscription**, ci-joint et le retourner à la CEA au plus tard le 13 février 2007, s'ils veulent que leur candidature soit passée en revue pour la prise en charge de leur participation. Passe ce délai, aucune demande de prise en charge ne sera étudiée.

#### **5. La logistique**

##### **INSCRIPTION ET BADGES D'IDENTIFICATION**

Les participants doivent s'inscrire et obtenir les badges de réunion au bureau des inscriptions situé au rez-de-chaussée, CCNU, entre **9:00 et 9:30 le 7 mars 2007**. Les participants qui ne pourront pas s'inscrire le jour de l'ouverture sont invités à le faire les jours suivants, pour s'assurer que leurs noms figurent sur la liste des participants. Sans inscription, les noms des participants ne seront pas inclus sur la liste. Pour des raisons d'identification et de sécurité, tous les participants sont invités à porter leur badge pendant toute la durée de la réunion, aux rencontres sociales et au sein du complexe des Nations Unies.

##### **LE LIEU**

La réunion aura lieu au Centre de Conférence des Nations Unies (UNCC) situé au complexe de la CEA.

##### **LES VISAS**

Tous les participants doivent disposer d'un passeport valide et si nécessaire obtenir un visa d'entrée au niveau des missions consulaires et diplomatiques éthiopiennes de leur lieu d'origine ou en route avant d'entrer en Ethiopie. Les demandes de visa doivent être faites le plus tôt possible avec comme référence l'Atelier Régional sur la Mesure de la Société de l'Information en Afrique.

##### **VOYAGE ET HEBERGEMENT**

Les participants doivent eux-mêmes prendre en charge les frais de voyage et d'hébergement. Cependant les démarches pour les participants pris en charge seront effectuées par les institutions qui financent leur voyage. Le personnel du protocole de la CEA va accueillir les participants à l'arrivée à l'aéroport internationale de Bole si leurs différentes dates d'arrivée et leurs vols respectifs sont connus en avance.

#### **6. Informations supplémentaires et détail des contacts :**

M. Afwork Temtime  
Fonctionnaire en TIC  
ISTD  
Commission Economique pour l'Afrique  
B.P 3001 Addis Abéba, Ethiopie  
Tel : 251 11 5445320  
Fax : 251 11 5510512

E-mail : [atemtime@uneca.org](mailto:atemtime@uneca.org)

Mme Elizabeth Getachew  
Assistante Administrative  
ISTD  
Commission Economique pour l'Afrique  
B.P 3001, Addis Abéba, Ethiopie  
Tel : 251 11 5445320  
Fax : 251 11 5510512  
E-mail : [egetachew@uneca.org](mailto: egetachew@uneca.org)

M. Makane FAYE  
Conseiller régional principal  
ISTD  
Commission Economique pour l'Afrique  
B.P 3001, Addis Abéba, Ethiopie  
Tel : 251 11 5445320  
Fax : 251 11 5510512  
E-mail : [mfaye@uneca.org](mailto: mfaye@uneca.org)